



*Troisième
séminaire régional
sur la diplomatie
sanitaire, Le Caire
(Égypte), 3-5 mai 2014*

Résumé du troisième séminaire sur la diplomatie sanitaire

Dr Ala Alwan
Directeur régional de l'OMS pour la Méditerranée orientale

Le rôle de la diplomatie en matière de santé est essentiel. La santé devenant un élément toujours plus critique dans la politique étrangère, la politique de sécurité, les stratégies de développement et les accords commerciaux, les responsables politiques pour la santé et la politique étrangère doivent impérativement acquérir de nouvelles compétences pour négocier en faveur de la santé face à d'autres intérêts. Un nombre croissant de défis pour la santé ne peuvent plus être relevés au niveau technique seulement – ils nécessitent des négociations et des solutions au plan politique, ce qui exige souvent d'impliquer un important éventail d'acteurs. La diplomatie sanitaire se joue à plusieurs niveaux et s'intéresse principalement aux questions de santé qui nécessitent la coopération de plusieurs pays pour aborder des domaines d'intérêt commun ; mais cette forme de diplomatie peut aussi jouer un rôle central aux niveaux régional, bilatéral et national.

La diplomatie sanitaire fait référence aux processus de négociation qui façonnent et gèrent l'environnement politique de la santé. Elle prend place dans de nombreux endroits, qui pour certains sont dédiés aux négociations en santé durant l'Assemblée mondiale de la Santé, et pour d'autres couvrent un programme plus vaste, telle l'Assemblée générale des Nations Unies ou le Conseil des droits de l'homme. Ceci peut aboutir à la conclusion d'accords, de traités et de conventions internationaux. Dans certains cas, les États Membres sont représentés par de hauts responsables de la santé, tels les ministres de la santé ; dans d'autres forums ou conférences internationales majeures, les négociations sont habituellement menées par des diplomates, mais on peut aussi inclure d'autres acteurs majeurs, telles les organisations non gouvernementales internationales.

De nombreux exemples montrent que la diplomatie sanitaire est efficace et que l'harmonisation des politiques de santé et des affaires étrangères peut produire des avantages pour la santé. On observe une reconnaissance croissante de la santé en tant qu'objectif de politique étrangère et de facteur contribuant au développement, à la paix, à la réduction de la pauvreté, à la justice sociale et aux droits de l'homme. La diplomatie sanitaire peut avoir un rôle important à l'appui du développement durable en prenant en compte la santé en tant que question socio-économique d'importance et en s'attaquant aux défis sanitaires sur le plan individuel et collectif. Elle permet de soutenir les pays pour protéger les intérêts communs et de prendre position sur des questions d'intérêt commun, telles que l'accès à la sécurité sanitaire, la promotion de la santé, la lutte contre les maladies, l'accès aux médicaments et aux technologies, la sécurité alimentaire, l'eau et le programme d'action pour l'après-2015 en vue d'un développement durable dans le monde.

La diplomatie sanitaire est importante pour les pays de la Région de la Méditerranée orientale du fait que les nombreux problèmes de

développement auxquels ils font face concernent directement la santé et parce qu'ils sont touchés de manière disproportionnée par les crises humanitaires et causées par l'homme. Elle prend de l'importance car la Région doit trouver des solutions aux problèmes qui nécessitent une action mondiale et une collaboration par delà les frontières, tels que le syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS), l'action de santé dans le domaine humanitaire, les maladies non transmissibles et la résistance aux antimicrobiens. Mais l'expérience montre également que la diplomatie sanitaire est très importante aux niveaux national et régional pour la mise en œuvre des programmes de santé dans le cadre de partenariats complexes. Par exemple, l'éradication de la poliomyélite dans la Région dépend de la réussite des négociations avec de nombreux acteurs, dont il faut obtenir la confiance pour renforcer les programmes de lutte contre la maladie et mettre en place un environnement sain et sûr pour les campagnes de vaccination.

Ces questions étant présentes dans tous les esprits, le Bureau régional de l'OMS pour la Méditerranée orientale a accueilli le troisième séminaire sur la diplomatie sanitaire du 3 au 5 mai 2014 au Caire (Égypte). Ses objectifs étaient de renforcer les capacités des États Membres, en mettant l'accent plus particulièrement sur les questions hautement prioritaires et importantes pour la Région, et de mieux faire connaître la valeur de l'intégration des concepts de diplomatie sanitaire dans la politique étrangère. Les participants comprenaient de hauts responsables des ministères des affaires étrangères et de la santé, des ambassadeurs, des doyens des instituts diplomatiques, des instituts régionaux de santé publique et des chefs des comités parlementaires.

Par l'organisation de ce séminaire, nous avons confirmé que le renforcement des capacités en diplomatie sanitaire est essentiel. La Région est confrontée à d'importants défis en matière de santé qui ont des dimensions politiques et socioéconomiques critiques et requièrent des solutions politiques au niveau national et international. L'engagement des représentants des États Membres dans les processus de prise de décision sur les questions de santé mondiales est important pour protéger leurs intérêts. Il y a un besoin urgent d'une présence régionale plus forte dans les discussions mondiales sur la santé ou d'autres questions qui ont un impact potentiel sur la santé. Les responsables des politiques de santé et des affaires étrangères devraient être conscients de l'importance du renforcement de leur engagement dans ce type de discussions. Ce qui est tout aussi important, c'est de renforcer l'interaction et la coordination entre les secteurs de la santé, de la politique étrangère et d'autres secteurs au niveau national, tels que l'éducation, l'agriculture, l'industrie et le commerce extérieur. Améliorer la santé, tout comme l'éducation, est une condition préalable à la sécurité nationale et au développement socioéconomique.

La sécurité sanitaire mondiale fait partie intégrante de la politique étrangère

Les nations ont depuis longtemps reconnu l'importance centrale de la sécurité sanitaire pour la sécurité nationale et, pendant de nombreuses décennies, ont souvent mis en œuvre des mesures afin de tenter de « stopper » les maladies aux frontières ; par exemple par des mesures de quarantaine. Plus récemment, les nations ont commencé à reconnaître que la sécurité sanitaire dépasse le cadre national ; il s'agit en effet d'une question mondiale touchant non seulement les pays mais aussi diverses industries nationales et entreprises internationales. Ceci illustre bien le lien étroit entre la politique intérieure et la politique étrangère.

Au cours des dernières décennies, les approches mondiales de santé publique se sont concentrées sur les maladies, les soins, la prévention, la recherche et le suivi. À une époque caractérisée par la mondialisation et les changements géopolitiques, les nouvelles dimensions du lien entre santé et sécurité passent désormais au premier plan. Tous les pays, indépendamment de leur niveau de revenu ou de développement, sont confrontés à des risques systémiques, tels que les flambées de maladies, pouvant avoir un impact très important sur la santé, le tourisme, le commerce, les exportations et les relations internationales. Les infections émergentes et les risques biologiques ne constituent pas la seule source de préoccupation ; d'autres risques, tels que les risques chimiques et radiologiques sont en effet tout aussi importants et figurent de plus en plus dans plusieurs instruments, cadres et accords internationaux. Le Cadre de préparation en cas de grippe pandémique, le Codex Alimentarius et le Règlement sanitaire international (2005) couvrent les maladies infectieuses

et d'origine alimentaire. L'adoption prévue de la Convention sur la diversité biologique aura également des implications sur la sécurité sanitaire.

Il est crucial que les diplomates de tous les pays comprennent l'importance des accords sanitaires internationaux et du respect des lois internationales qui en découlent. Il est essentiel que les nations prennent au sérieux leurs engagements et l'application de ces accords afin de maintenir la sécurité sanitaire mondiale et nationale. Il est primordial que la politique étrangère tienne compte des risques anticipés tels que la menace croissante pour la sécurité sanitaire mondiale que représentent les infections, les flambées de maladies et la résistance aux antimicrobiens. Le rôle de la politique étrangère ainsi que des autres secteurs et ministères doit ainsi être renforcé en matière de plaidoyer en faveur de la sécurité sanitaire et de l'engagement pour une approche prenant en compte tous les risques.

Événements de sécurité sanitaire

- Nouvelles maladies infectieuses émergentes : VIH, syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS), syndrome respiratoire du Moyen-Orient, grippe pandémique.
- Défis posés par les « anciennes » maladies infectieuses : maladie à virus Ebola, choléra, résistance aux antimicrobiens, poliomyélite.
- Rayonnements, produits chimiques, denrées ou eau contaminées.
- Catastrophes et troubles civils.

La diplomatie sanitaire en action

Le troisième séminaire sur la diplomatie sanitaire a abordé plusieurs défis sanitaires dans la Région qui exigent d'importants efforts en matière de diplomatie de la santé. Il s'agit de la poliomyélite, de la guerre, des déplacements de population, des différents types d'instabilité et d'insécurité et de la lutte contre les maladies non transmissibles.

Poliomyélite : L'éradication mondiale de la poliomyélite dépend désormais de trois pays où le poliovirus existe toujours, dont deux se trouvent dans la Région de la Méditerranée orientale. Durant la semaine au cours de laquelle s'est déroulé le séminaire sur la diplomatie sanitaire, l'OMS a déclaré que la poliomyélite constituait une urgence de santé publique de portée internationale et a approuvé les recommandations des États Membres formulées par le Comité d'urgence qui avait été convoqué en application du Règlement sanitaire international (2005). Il s'agit de recommandations relatives aux prescriptions concernant la vaccination avant les voyages internationaux. En 2012, la déclaration de l'Assemblée mondiale de la Santé sur l'éradication de la poliomyélite en tant qu'urgence programmatique mondiale, reconnaît les difficultés sociales et politiques qui empêchent l'éradication totale de cette maladie infectieuse mortelle, en particulier dans la Région de la Méditerranée orientale. Ce défi sanitaire exige à présent une solution politique ainsi que des efforts extraordinaires de diplomatie sanitaire dans les zones les plus touchées.

Dans les années 1980, le consensus international qui s'est formé grâce à la diplomatie sanitaire pour éradiquer la poliomyélite, ainsi que la possibilité technique d'y parvenir, démontrée par les progrès accomplis ces 25 dernières années, est en danger. La vie d'enfants et le succès du programme de lutte contre la poliomyélite sont devenus dans une large mesure, des questions politiques car le virus s'est exporté à d'autres pays. La diplomatie – intérieure et internationale – peut contribuer à renforcer la volonté politique et communautaire, de coordonner la riposte, d'améliorer l'accès aux enfants et de créer un environnement favorable pour l'engagement politique et communautaire.

Insécurité : Un nombre croissant de personnes dans la Région sont victimes du cycle d'instabilité politique qui a touché la Région de la Méditerranée orientale ces dernières décennies et qui s'est intensifié dans certains pays depuis plusieurs années. Les déplacements et migrations des populations dans toute la Région, dus aux catastrophes naturelles ou causés



Le séminaire a discuté des défis sanitaires appelant à des efforts renforcés en matière de diplomatie sanitaire.

par l'homme, ont entraîné des risques sanitaires majeurs. Les conséquences du conflit en République arabe syrienne illustre de façon tragique l'impact de l'insécurité ; on estime en effet que le pays a perdu dix années de développement humain.

L'impact de l'insécurité sur la santé est à la fois direct et indirect. La violation des conventions internationales s'est ainsi manifestée par de plus en plus d'attaques menées contre les agents et établissements de santé, comme moyen d'intimidation et tentative de négociation. L'impact économique de l'insécurité a des conséquences spécifiques sur le fonctionnement continu du système de santé, étant donné que les ressources sont réaffectées à l'intérieur et à l'extérieur du système. L'aide humanitaire a elle-même parfois été utilisée comme outil politique afin de tenter d'influer sur le processus de règlement des conflits et sur le relèvement, avec parfois des conséquences désastreuses, ce qui rappelle combien il est important de rester neutre et de ne pas politiser les questions humanitaires.

La politique étrangère, la diplomatie sanitaire et la diplomatie humanitaire ont convergé à plusieurs niveaux dans les situations d'urgence, pour protéger les populations et les agents de santé, et également pour appeler les donateurs à soutenir l'action humanitaire. L'appui de la Région à la politique étrangère pour mettre en place un fonds de solidarité permettrait de réduire la dépendance aux donateurs étrangers.

Maladies non transmissibles : L'épidémie en augmentation rapide dans la Région menace d'avoir un impact majeur sur les systèmes de santé et les économies des États Membres dans les prochaines décennies. Les maladies non transmissibles sont la principale cause des décès prématurés dans la Région et prennent de plus en plus d'ampleur. Les quatre principales

maladies non transmissibles préoccupantes sont les suivantes : cardiopathies et accidents vasculaires cérébraux, diabète, cancers et affections respiratoires chroniques. Elles sont causées par quatre grands facteurs de risque, à savoir le tabagisme, la mauvaise alimentation, la sédentarité et l'usage nocif de l'alcool, dont les trois premiers sont particulièrement pertinents pour la Région.

La diplomatie sanitaire s'impose de toute urgence au niveau national afin de mobiliser l'ensemble des secteurs et parties prenantes pouvant contribuer à réduire les décès dus à ces maladies, tels que les finances et la taxation

l'industrie alimentaire et les autorités chargées des normes alimentaires, l'agriculture, le commerce, le transport, l'urbanisme, la jeunesse, les sports et les organisations non gouvernementales. La politique étrangère est souvent dominée par des questions commerciales, et par conséquent il est tout aussi important de prendre part au niveau international à des négociations qui ont une incidence sur la capacité des pays à définir des normes sanitaires en contrôlant les principaux facteurs de risque, tels que le tabagisme et l'importation de produits alimentaires mauvais pour la santé, entre autres.

Comment la politique étrangère peut-elle contribuer à la diplomatie sanitaire ?

Une discussion de groupe entre hauts diplomates à propos de la manière dont la politique étrangère peut contribuer à la diplomatie sanitaire a constitué un des événements phare du séminaire. En effet, les diplomates se sont accordés sur la nécessité d'un engagement plus large des pays de la Région, à l'intérieur des pays et entre les pays, avec l'appui de l'OMS afin de renforcer l'interface entre santé et politique étrangère. Ceci pourrait se traduire par l'implication d'autres ministères, en particulier les ministères des finances, ainsi que la participation d'autres parties prenantes tels que le secteur privé et les organisations non gouvernementales. Les objectifs du processus de mobilisation doivent être clairs et, il conviendra de veiller à la transparence et à la responsabilisation. Les données d'expérience indiquent que le temps investi dans la mise en place de la coopération intersectorielle peut avoir des effets positifs mais cela suppose le renforcement des institutions et des capacités. Les ambassadeurs et d'autres participants ont souligné plusieurs points clés, à savoir :

- ▶ Le renforcement de la diplomatie sanitaire dépendra d'un solide leadership et d'un engagement politique qui accorderont à la santé une place plus importante dans le programme politique et le programme de développement. Il peut s'agir du rôle des chefs de gouvernement pour ce qui est de mettre en avant ces questions, d'aider à définir le programme et les objectifs stratégiques, d'ouvrir l'espace politique et de dégager des ressources.
- ▶ Un engagement plus large entre les pays permettrait de renforcer leur capacité à mettre au point des positions communes et ainsi renforcer leurs ripostes, non seulement sur des questions de santé mais aussi sur des questions ayant un impact sur la santé, telles que la nutrition, l'alimentation ainsi que l'accès aux médicaments et aux technologies. Cela encouragerait également les pays à échanger des informations sur les meilleures pratiques et les capacités, et à mettre en commun des ressources, notamment techniques, et des capacités, plutôt que de faire appel à des ressources et capacités en dehors de la Région, processus coûteux et souvent difficile.

- ▶ Certes, la politique étrangère contribue beaucoup à la diplomatie sanitaire, mais la santé adhère à plusieurs objectifs de la politique étrangère. Le fait d'inclure la diplomatie sanitaire à la formation des diplomates et de renforcer le dialogue entre les diplomates et les professionnels de la santé contribuera de manière significative à renforcer la diplomatie sanitaire. Un tel dialogue peut également permettre d'éviter un décalage entre les différents accords dégagés des différents forums internationaux, et de veiller à ce que l'impact sur la santé devienne un sujet majeur de discussion dans toutes les négociations.
- ▶ La diplomatie ne devrait pas être employée à des fins pouvant nuire à la santé, et la santé ne devrait pas être utilisée comme outil politique au prix de la vie des personnes. Cependant, la santé peut servir de relais pour instaurer la paix, apportant d'importants avantages aux situations de crise, désamorçant les tensions et permettant de créer des environnements favorables à un dialogue politique. La diplomatie sanitaire peut également contribuer à reconstruire les systèmes de santé en soulignant l'importance de la couverture sanitaire universelle en vue d'un développement durable et équitable.
- ▶ La diplomatie sanitaire contribue à établir des liens. Elle permet de surmonter les obstacles et peut servir de catalyseur transversal pour de nombreuses initiatives. Elle peut renforcer la confiance dans la communauté, coordonner la riposte, améliorer l'accès et créer une atmosphère de mobilisation tout en garantissant le respect des cultures régionales.
- ▶ La diplomatie sanitaire peut sensibiliser au fait que la santé n'est pas uniquement une question nationale ; elle comporte également différentes dimensions mondiales et transfrontalières et peut contribuer de manière significative à une action d'intérêt public mondial et au bien-être des personnes dans le monde entier. La diplomatie sanitaire constitue également une réponse au fait que plusieurs des défis sanitaires du XXI^e siècle nécessiteront des solutions qui seront plutôt politiques que techniques.

Programme de développement après 2015 et place de la santé

Si les principaux éléments de la santé publique demeurent essentiels, d'autres considérations, comme les communications, l'économie, la justice sociale, le développement durable et les relations étrangères sont désormais tout aussi importantes et étroitement liées à la santé publique mondiale. Les objectifs de développement social fixés en 2001 par les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) des Nations Unies illustrent ce propos.

La diplomatie sanitaire sera un élément important pour garantir que les objectifs de santé et les objectifs plus large de développement soient inclus et intégrés aux objectifs communs du programme de développement après 2015 actuellement en cours de discussion aux Nations Unies. Il convient de rappeler que la mission première des Nations Unies est de promouvoir la paix et la sécurité mondiale. Le fait que ces dernières années l'Organisation ait placé les questions de santé et de développement parmi les priorités de son programme confirme que ces questions représentent un élément crucial de la sécurité socioéconomique, et ainsi de la paix et de la sécurité globale.

Une discussion de groupe sur la manière dont les pays devraient s'engager dans le débat concernant l'après 2015 a mis en évidence les progrès réalisés jusqu'à présent dans la Région et ce qui concerne les OMD. Certains pays ont en effet accompli d'importants progrès et ont atteint les objectifs de santé fixés. D'autres pays ne pourront pas atteindre les objectifs d'ici à 2015 mais beaucoup de progrès sont encore réalisables avant cette date butoir, et il est important d'engager dès à présent les discussions qui permettront de définir les objectifs pour les prochaines années.

Il est primordial que les pays de la Région s'impliquent dans le processus de consultation mondial déjà en cours. Le Secrétaire général des Nations Unies présentera bientôt aux États Membres un rapport de synthèse afin de préparer le terrain en vue des négociations qui se tiendront préalablement au Sommet des chefs d'État et de gouvernement en septembre 2015. Dans le contexte de la santé, la santé de la mère et de l'enfant, entre autres objectifs non réalisés, a de fortes chances de rester au programme ; et des objectifs plus larges englobant la couverture sanitaire universelle, les déterminants sociaux et environnementaux de la santé et les maladies non transmissibles seront également des questions clés.

Les pays de la Région doivent être pleinement conscients du problème que représentent les maladies non transmissibles. L'impact socioéconomique augmente rapidement et il existe des spécificités régionales à l'épidémie qui demandent une certaine attention. Une action s'impose sur plusieurs fronts en dehors du secteur de la santé et les pays doivent faire preuve d'initiative

dans leur manière de traiter les différents aspects du problème. À cet égard, la diplomatie sanitaire nationale dans l'ensemble des secteurs est crucial tout comme l'engagement régional au plus haut niveau en matière d'élaboration de politiques mondiales.

Conclusions : définir la santé en tant que priorité stratégique des dialogues et initiatives de politique étrangère

Séminaire/forum sur la diplomatie sanitaire

1. Il est proposé de créer un groupe consultatif sur la diplomatie sanitaire mondiale afin d'aider l'OMS à faire avancer le programme de diplomatie sanitaire mondiale dans la Région.
2. L'OMS devrait organiser ce type de séminaire/forum sur la diplomatie sanitaire régulièrement dans la Région afin de sensibiliser et de rassembler les différentes parties prenantes. Un large éventail de décideurs, notamment des parlementaires, doivent être régulièrement impliqués. Les prochains séminaires pourraient explorer différentes approches, aborder de nouvelles questions et inclure un champ plus large de participants. Par exemple, il pourrait y avoir des exercices de simulation pour que les diplomates en apprennent davantage sur les situations d'urgence, l'accent étant mis sur le droit de la santé mondial et l'importance de la réglementation, du commerce et de la santé, et un débat sur la diplomatie impliquant plusieurs parties prenantes, suite aux propositions de l'OMS pour une collaboration avec des acteurs non étatiques.

Négociations internationales

3. L'OMS doit aider les décideurs de différents secteurs à être bien informés et à bien se préparer en vue des négociations internationales qui ont un impact sur la santé. Un rôle clé est de fournir les données sanitaires qui serviront de base aux négociations. Celles-ci peuvent également permettre aux pays de concilier le fait de contribuer à la santé mondiale tout en veillant à l'intérêt national/régional. Dans cet esprit, la réunion a approuvé les recommandations formulées lors de la deuxième réunion régionale qui s'est tenue dans la perspective de l'examen et de l'évaluation d'ensemble des progrès réalisés en matière de prévention et de maîtrise des maladies non transmissibles qui aura lieu les 10 et 11 juillet 2014 à l'Assemblée générale des Nations Unies.
4. La Région dans son ensemble doit être plus engagée et présente dans les négociations cruciales pour la santé ainsi que dans les discussions dans différentes sphères politiques (régionales et mondiales). Il s'agit d'une priorité à l'heure actuelle, en particulier par rapport aux discussions sur l'après 2015 qui se tiennent aux Nations Unies. La Région doit déployer davantage d'efforts pour mettre au point des positions communes afin de renforcer la riposte. Les États Membres devraient renforcer leur présence aux réunions régulières organisées avant l'Assemblée mondiale de la Santé et l'Assemblée générale des Nations Unies entre le Directeur régional et les représentants permanents. En appui à un tel engagement, un site de réseau abrité par l'OMS sera créé après le séminaire.
5. Les questions cruciales pour la Région doivent être mises en avant de façon anticipée dans différentes sphères de négociations internationales, sur la base des positions communes. Par exemple, des mesures sont nécessaires en ce qui concerne l'initiative « Soins de santé en danger » du Comité international de la Croix-Rouge, ainsi que pour les maladies non transmissibles et les déplacements de population. Une action est également encouragée pour ce qui est de faire avancer le fonds de solidarité régional pour les situations d'urgence. Les États Membres, en particulier les missions permanentes auprès des Nations Unies à New York, doivent intensifier leur engagement par rapport aux négociations sur le document final de la réunion d'examen global et de l'évaluation sur les maladies non transmissibles les 10 et 11 juillet 2014.

Renforcement des capacités

6. La Région dans son ensemble doit considérablement renforcer ses capacités en matière de diplomatie sanitaire ; et cela est possible par la mise en commun des ressources financières, techniques et humaines disponibles

dans la Région. Une approche à cet égard serait de créer un groupe de renforcement des capacités qui collaborera avec des établissements de formation et d'enseignement clés de la Région (écoles de diplomatie et institutions sanitaires), afin d'utiliser les expériences existantes dans ce domaine et de faire avancer plus rapidement le programme de diplomatie sanitaire. Les ministres des affaires étrangères doivent veiller à ce que la diplomatie sanitaire mondiale figure dans les programmes de formation et d'enseignement des diplomates. Il faut également encourager la formation et l'enseignement et conjoints d'experts de la santé et de diplomates. La formation en ligne peut également être envisagée. Assurer une formation aux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure peut être une importante contribution à la coopération Sud-Sud.

7. Les pays peuvent envisager de nouveaux mécanismes pour renforcer le soutien à la diplomatie sanitaire mondiale « à domicile ». Il peut s'agir du renforcement des départements chargés des relations internationales dans les ministères de la santé et de créer une unité chargée de la diplomatie sanitaire mondiale au sein du ministère des affaires étrangères afin de garantir la pérennité de la diplomatie sanitaire et de faire avancer ces questions. Il faut également inclure des séminaires nationaux, des échanges de personnel entre les ministères, la nomination d'attachés à la santé et de nouveaux types de comités.

Coordination et collaboration

8. Il faut mettre à profit la coordination avec d'autres institutions et organisations pouvant soutenir un programme de santé commun, tel que l'Organisation de la coopération islamique, et rechercher une collaboration étroite avec celles-ci.
9. Il faut établir plus de contacts entre les parlementaires et autres décideurs en ce qui concerne l'équité en santé, les questions sanitaires de la sécurité nationale et la législation nationale, et les impliquer dans les comités où la santé est touchée. Il est également nécessaire que les parlementaires nationaux aient une bonne connaissance du droit international et des accords internationaux affectant la santé, par exemple, la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Une proposition était d'envisager la mise en place d'un comité de coordination de la sécurité sanitaire dans tous les pays.

Plaidoyer

10. L'OMS peut aider à sensibiliser les acteurs clés de l'interface entre les questions de santé mondiales, nationales et locales et la santé et la politique étrangère. Cela est possible par l'organisation de conférences régionales sur la diplomatie sanitaire mondiale. L'OMS peut mettre l'accent sur les tendances aux niveaux régional et mondial. Le rôle des bureaux de pays de l'OMS en matière de diplomatie sanitaire doit être renforcé. Une réunion régulière des attachés sanitaires peut être envisagée.
11. Les données d'expérience de la Région, les meilleures pratiques et les réalisations dans le domaine de la diplomatie sanitaire mondiale devraient être analysées et largement partagées avec d'autres pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Un programme de recherche visant à développer davantage ce domaine devrait être envisagé et un centre collaborateur pourrait être créé à cet effet.
12. Il faut déployer des efforts pour impliquer les médias dans la diplomatie sanitaire mondiale et pour participer à l'effort dans le domaine de la diplomatie publique. La diplomatie sanitaire dans la Région peut également utiliser davantage les nouvelles approches de communication, en particulier les médias sociaux. La diplomatie digitale peut appuyer ce programme et il a été demandé à l'OMS d'étudier de telles approches.